

TOGO : ESCALADE SOCIALE TOUS AZIMUTS : Le Gouvernement opte pour les forces de répression

**Fabbi Kouassi,
Journaliste indépendante
22 juin 2011**

Les ingrédients d'une explosion au Togo, se mettent en place au jour le jour par les autorités de fait. C'est le Campus universitaire qui sert de test aux forces de répression.

1. Nouvelle Répression féroce des forces de répression contre les étudiants

Toujours de l'électricité entre gouvernants et les deux fronts en ébullition (personnel de la santé et étudiants) depuis deux semaines dans le pays.

Ce mercredi 22 juin 2011, la capitale togolaise a encore vibré au rythme des grenades lacrymogènes et des balles blanches. Les forces de sécurité comme à leur habitude se sont livrées encore à une répression féroce contre les étudiants qui ont décrété 48 heures de grève pour protester contre l'exclusion de leur camarade et Président du Mouvement pour l'épanouissement de l'étudiant togolais (MEET). Près de deux heures d'horloge d'affrontements entre corps habillés et corps étudiantin, bilan plusieurs blessés par balles blanches.

Malgré les condamnations tous azimuts de ces actes barbares, les forces de sécurité togolaises continuent de s'illustrer négativement en bastonnant et tirant sur tout ce qui bouge, en occurrence des étudiants qui ne font que réclamer de meilleures conditions d'étude et la réintégration de leur camarade Adou Seibou exclu pour six ans pour cause de troubles sur le campus.

Un argument complètement tiré par les cheveux quand on sait que depuis l'avènement de Faure Gnassingbé au pouvoir dans des conditions contestées et contestables, les Togolais et Togolaises n'ont plus droit de protester pour quoi que ce soit et de réclamer leurs droits les plus légitimes.

2. Un ex-nouveau ministre de la santé remet tout en cause

Un autre front qui donne de l'insomnie à Faure Gnassingbé, qui pourtant refuse de désamorcer la bombe, celui du personnel soignant regroupés au sein du SYNPHOT (Syndicat du Personnel Hospitalier), qui vient de déclencher une grève de 72 heures avec un très léger

service minimum dans les centres hospitaliers. Les autres centres publics étant purement et simplement fermés y compris la morgue.

Une situation qui fait suite au limogeage du ministre Komlan Mally, qui avait trouvé après des discussions houleuses des solutions aux revendications du personnel de la santé qui n'attend que la signature du protocole d'accord. Un projet d'accord qui n'est pas du goût de l'ancien nouveau ministre Charles Kondi Agba, qui remet en cause les actions de son prédécesseur, arguant que la prime d'usure psychologique n'existe nulle part au monde, donnant l'exemple du Sénégal.

« Si les autorités nous mettent dans les conditions du personnel de la santé du Sénégal, nous signerons des deux mains et des deux pieds. Il n'est pas question pour nous de revenir sur ce qui est conclu comme accord. Nous n'avons aucune discussion à avoir avec le nouveau ministre qui ignore tout ce qui a été discuté ces dix derniers jours », rétorque le professeur David Dosseh, Président du SYNPHOT.

Rappelons que Charles Kondi Agba quittait le ministère de la santé en 2008, avec déjà un préavis de grève sur sa table. L'ancien nouveau ministre et député désigné, n'a pas pu résoudre ces problèmes, il ne peut faire de miracles aujourd'hui et ce n'est pas balayant d'un revers de la main ce qui a été âprement discuté avec arrogance qu'il va calmer les médecins bien au contraire. « *il nous énerve par ses attitudes* », a soupiré le Docteur Kévin du SYNPHOT.

Une situation extrêmement grave qui affecte les malades et les familles qui comprennent et soutiennent contre toute attente les médecins dans leur mot d'ordre. Ils ont d'ailleurs demandé aux gouvernants de satisfaire les revendications du SYNPHOT dans les meilleurs délais.

Mais le silence, l'entêtement et l'incapacité de Faure Gnassingbé et ses amis du Gouvernement laissent vraiment perplexes tout le peuple togolais qui ne comprend pas que l'Etat ne puisse pas répondre aux revendications les plus légitimes du corps médical.

En effet les doléances du SYNPHOT tournent autour de quatre axes :

- la connexion internet dans les trois centres hospitaliers du Togo,
- le paiement de la prime de risque,
- celle de l'usure psychologique, et
- l'audit des hôpitaux.

Dans un pays où le chef de l'état roule dans des voitures avoisinant le milliard de FCFA, où les barons du parti au pouvoir et comparses roulent en carrosses, on même le wifi qui les suit partout, en tout cas un train de vie digne des princes de pétrole et qui ne daignent même pas se soigner dans nos hôpitaux ne serait ce que pour un mal de tête, le peuple ne comprend pas l'irresponsabilité de ceux là qui prétendent avoir été plébiscité par plus de 60% des Togolais. Ce qui repose le problème de la vérité des urnes. Car un dirigeant

effectivement élu au suffrage universel devrait être au service de ses concitoyens et non le sien propre ou celui des intérêts étrangers.

3. Le Gouvernement atteint de surdité sociale

Plus ahurissant, les dirigeants restent aphones aux condamnations des organisations de défense des droits de l'homme, aux cris d'alerte des Médias et de la Diaspora togolaise, à ceux de détresse des Togolais et aux appels aux soulèvements des partis politiques. Lesquels demandent aux Togolais de revendiquer avec force leurs droits.

Le CAR (Comité d'Action pour le Renouveau), de Maître Dodji Apévon en conférence de presse cette matinée demande au Peuple togolais de rester mobiliser pour des actions d'envergures. Il a jugé d'une « extrême gravité » la décision de l'Université de Lomé d'exclure un étudiant à l'origine de graves troubles sur le campus.

Le FRAC (Front Républicain d'alternance pour le Changement), qui anime depuis plus d'un an de façon soutenue la scène politique et qui a choisi, compte tenu des blocages administratifs, la contestation du pouvoir de Faure Gnassingbé par la rue, appelle ses militants et sympathisants à manifester le jeudi 23 juin 2011, contre le projet de modification de la constitution planifié par le RPT (Rassemblement du Peuple Togolais) et ses amis de l'UFC/AGO (union des Forces du Changement/Amis de Gilchrist Olympio).

Le Togo semble se diriger vers des formes de précipitation des évènements face à un Gouvernement qui a choisi de ne faire aucune concession. Il n'est pas impossible de penser que le pays se dirige vers une importante explosion sociale, et peut-être politique. Personne ne peut dire ni le jour, ni l'heure. Mais, le Gouvernement semble devenir le principal responsable de l'escalade. Qui vivra verra. FK.